

STOP AU TRAIN D'ENFER DE L'AUSTERITE

VITE DES LUTTES SOCIALES ET POLITIQUES POUR FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT

Cela fait maintenant deux ans qu'Hollande et son gouvernement matraquent le pays à coup d'austérité. Le pouvoir d'achat baisse quand le chômage atteint des sommets, les services publics sont mis à la diète. Le Medef est satisfait : 50 milliards de coupes budgétaires, les cadeaux aux patrons qui continuent, les biens communs à la moulinette Et bientôt le Pacte de responsabilité pour amplifier tout cela.

TROP C'EST TROP

Les mauvais coups portés aux transports ferroviaires et à la culture ont provoqué la réaction des cheminots et des intermittents. Ils sont dans la rue pour se défendre et défendre nos biens communs. **Ils ont raison.**

SNCF LES RAISONS DE LA GREVE

S'appuyant sur le Medef et les syndicats minoritaires, le gouvernement prétend réunifier RFF (les rails) et SNCF (les trains) afin de réduire les coûts. Il prépare en réalité l'élargissement de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire décidée à l'échelon européen. Le scénario est écrit à l'avance. L'exploitation des voies, éminemment rentable, sera captée par le marché privé tandis que les infrastructures seront laissées à la seule responsabilité du secteur public, qui se retrouvera seul à rembourser la dette de 44 milliards d'euros qui devait financer un réseau ferré public et de qualité. Avec le libéralisme, c'est toujours la même rengaine : privatisation des profits et nationalisation des pertes. Aux usagers et aux salariés de payer les pots cassés. **Pourtant les organisations syndicales en lutte ont déposé une réforme alternative que ni la SNCF, ni le gouvernement, ni l'Europe ne veulent examiner.**

INTERMITTENTS LES RAISONS DE LA GREVE

Le Medef et des syndicats minoritaires prétendent réduire le déficit de l'assurance chômage en s'attaquant aux annexes des artistes et techniciens du spectacle. En fait, il s'agit de préserver l'intérêt des grandes entreprises de médias qui utilisent ce régime, de réduire les prestations des intermittents les plus précaires, de fragiliser les structures les plus fragiles et de chasser encore par la même occasion quelques milliers du métier. C'est au gouvernement de dire s'il est d'accord ou non avec cela en l'approuvant ou en le rejetant. Quand il était maire de Dijon, François Rebsamen disait qu'en aucun cas cet accord n'était signable. Devenu Ministre du Travail de Valls, il s'apprête à le signer. Avec ce gouvernement, c'est bis

repetita, les promesses ne sont pas faites pour être tenues sauf les deals passés avec le Medef. **Pourtant toutes les principales organisations professionnelles ont élaboré une réforme alternative ignorée par le patronat et le gouvernement.**

ALERTE SOCIALE

Les cheminots et les intermittents sont en lutte, ils ont raison. Ils luttent respectivement pour leurs droits et pour défendre les services publics des transports et de l'art et de la culture. Déjà, ont eu lieu des manifestations communes. Les chercheurs, les postiers, les ouvriers d'alstom... sont révoltés face aux mêmes politiques d'austérité douces au Medef. Comme des millions de citoyennes et de citoyens, ils n'en peuvent plus d'un gouvernement qui se dit de gauche et poursuit la politique de Sarkozy qu'ils avaient contribué à chasser.

VITE UNE AUTRE VOIE

Dans toutes les forces politique de gauche, des militants sincères se posent la question : comment en est-on arrivé là ? Des forces qui existent, prêtes à chercher un destin collectif, généreux et solidaire pour notre nation : les socialistes qui ne se reconnaissent plus dans la politique du gouvernement, les écologistes qui veulent rompre avec les logiques libérales et productivistes, les syndicalistes, les responsables associatifs, et combien d'autres citoyens... Ces forces peuvent se rassembler et se mettre au travail. C'est pourquoi le PCF et le Front de gauche lancent un appel pour engager le chantier commun de la construction d'une alternative, d'une issue positive à la crise, d'un projet à gauche. **Il est temps, grand temps que se lève un Front populaire, un Front du peuple**

